



Etablissement public
du Marais poitevin

Convention cadre entre l'EPMP et le CNRS (laboratoire ECOBIO de l'Université de Rennes 1)

*Mise en œuvre du dispositif de suivi de l'évolution de la biodiversité en lien
avec la gestion de l'eau*

Conseil d'administration du 15 octobre 2013



Etablissement public de l'Etat en charge de la gestion de l'eau et de la biodiversité
Etablissement public du Marais poitevin - 1 rue Richelieu - 85400 LUÇON - Tél. 02 51 56 56 20 - contact@epmp-marais-poitevin.fr

Rappel

La mise en place d'un dispositif de suivi de la biodiversité sur le marais correspond à une demande du SDAGE 2010-2015. Initiée par le SGAR Poitou-Charentes en 2010, cette opération a ensuite été confiée à l'EPMP lors de sa création. Ce dispositif permettra d'affiner les connaissances, de communiquer avec les acteurs et d'orienter les modes de gestion de l'eau.

Pour la conception de ce dispositif, à l'issue d'une procédure de mise en concurrence, le laboratoire ECOBIO de l'Université de Rennes 1 a été sélectionné fin 2011. Implanté de longue date sur le territoire, il possède une expérience significative dans la mesure des paramètres d'évolution de la biodiversité, en particulier dans les zones humides du Grand Ouest.

La phase de mise en œuvre opérationnelle est aujourd'hui ouverte et l'opportunité de nouer un partenariat scientifique solide s'est avérée très intéressante pour asseoir la crédibilité du dispositif et des résultats.

Contenu de la convention

Cette convention cadre a pour objet principal la mise en œuvre du dispositif de suivi de l'évolution de la biodiversité en lien avec la gestion de l'eau, en particulier sur les volets techniques et scientifiques.

En voici les principales caractéristiques :

- Une convention cadre entre l'EPMP et l'Université de Rennes 1 qui porte la co-maîtrise d'ouvrage des travaux pour une durée totale de 4 ans ;
 - Des conventions annuelles précisant la nature des travaux à conduire au fil de l'eau. Les conventions d'application annuelles pourront être signées avec des partenaires associés en fonction des travaux et des compétences (Parc du Marais poitevin, INRA, Universités de Poitiers, de La Rochelle, de Nantes, etc.)
 - Un financement total de 360 000€ maximum pour 4 ans dont les coûts sont partagés entre les deux maîtres d'ouvrage (20% pour l'Université de Rennes 1 et 80% pour l'EPMP). Chaque convention d'application précise les montants réellement engagés ;
 - Pour l'année 2014, l'Université de Rennes 1 mettra un personnel à mi-temps à disposition de l'EPMP à Luçon pour finaliser la mise en place du dispositif afin de lancer la phase opérationnelle.
-



Etablissement public
du Marais poitevin



Contrat général de coopération

pour la mise en œuvre de programmes d'études sur l'évolution de la
biodiversité en lien avec la gestion de l'eau dans le Marais poitevin

Entre

- L'Etablissement public du Marais poitevin, Etablissement public de l'Etat à caractère administratif, dont le siège social est 1, rue Richelieu – 85400 LUCON, n° SIRET 130 015 001 000 22, code APE 8412 Z, représenté par Monsieur François MITTEAULT agissant en qualité de directeur,

Ci-après désigné par « l'EPMP »,

D'une part,

Et

- Le Centre national de la recherche scientifique, Etablissement public de l'Etat à caractère scientifique et technologique, dont le siège est 3, rue Michel Ange - 75794 PARIS Cedex 16, n° SIREN 180 089 013, code APE 7219 Z, représenté par son Président, Monsieur Alain FUCHS, et par délégation, par Mme Clarisse DAVID, Déléguée Régionale Bretagne-Pays de la Loire, 74E rue de Paris, 35069 RENNES CEDEX,

Ci-après désigné par « le CNRS »,

D'autre part,

L'EPMP et le CNRS étant ci-après désignés individuellement et/ou collectivement par l'(les) établissement(s).

IL EST TOUT D'ABORD RAPPELE CE QUI SUIV,

Le Centre national de la Recherche Scientifique (CNRS) est un établissement public de l'Etat à caractère scientifique et technologique placé sous tutelle du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Il produit du savoir et met ce savoir au service de la société. Principal organisme de recherche à caractère pluridisciplinaire en France, le CNRS mène des recherches dans l'ensemble des domaines scientifiques, technologiques et sociétaux.

L'unité ECOBIO «Ecosystèmes, Biodiversité, Evolution» est une Unité Mixte de Recherche (UMR) au sein de laquelle collaborent le CNRS et l'Université de Rennes 1. L'unité est composée d'une équipe pluridisciplinaire spécialisée dans l'étude et la compréhension de la biodiversité des écosystèmes continentaux et insulaires. L'unité ECOBIO travaille en particulier sur la compréhension et la quantification de la biodiversité des écosystèmes en lien avec les activités humaines et les territoires.

L'Etablissement Public du Marais Poitevin est établissement public de l'Etat à caractère administratif placé sous tutelle du Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie. Il intervient dans les domaines de la gestion de l'eau et de la biodiversité, avec l'objectif de conserver et de restaurer les fonctionnalités de la zone humide. Son action vise à concilier les enjeux économiques et environnementaux, au travers une action fortement concertée. L'action de l'EPMP se traduit donc par un renforcement des modes de régulation de la gestion de l'eau et de la biodiversité et vise à rendre plus cohérente l'intervention publique sur le territoire.

La biodiversité du Marais Poitevin, en tant que zone humide aménagée, est fortement conditionnée par la gestion de la ressource en eau (quantité, qualité, etc.). La mise en place d'un dispositif de suivi apparaît aujourd'hui nécessaire afin de mieux connaître les interactions entre gestion de l'eau et évolution de la biodiversité et d'en tirer des enseignements en matière de gestion de l'eau et d'en rendre compte aux gestionnaires et usagers.

A la suite de l'élaboration du dispositif de suivi en 2011 et 2012, l'EPMP et le CNRS ont décidé d'un commun accord de s'associer pour favoriser l'émergence de programme(s) de recherche appliquée et partagée sous forme d'études portant sur l'évolution de la biodiversité en lien avec la gestion de l'eau dans le Marais poitevin dont les objectifs sont définis ci-après à l'article 4.1.

Les établissements établissent en commun le(s) programme(s) qui répond(ent) à leurs objectifs respectifs. Elles détiennent et exploitent les résultats issus des travaux menés conjointement tels que définis à l'article 8 chacun pour leur compte.

Par ailleurs, compte-tenu du fait que les établissements cofinancent les travaux et que la propriété des résultats sera partagée entre eux, le présent contrat, ci-après désigné « le Contrat », n'est pas soumis au Code des Marchés Publics.

IL EST CONVENU CE QUI SUIV,

Article 1 : Objet de la convention

Le présent contrat a pour objet de définir le cadre général d'une coopération entre l'EPMP et le CNRS, dans des domaines scientifiques d'intérêt commun, concernant la mise en œuvre de programmes d'études et de synthèses sur l'évolution de la biodiversité en lien avec la gestion de l'eau dans le Marais poitevin.

La coopération pourra prendre des formes diverses :

1.1 Collaboration de recherche entre le CNRS et l'EPMP

On entend par collaboration de recherche une collaboration à objectifs et coûts partagés.

1.2 Prestation de service effectuée par le CNRS au profit de l'EPMP

On entend par prestation de service l'utilisation de connaissances et de savoir-faire antérieurs, sans transfert de savoir-faire.

1.3 Activité de conseil du CNRS auprès de l'EPMP

On entend par activité de conseil une prestation intellectuelle sans transfert de droit de propriété.

1.4 Activité de formation

Il s'agit notamment de formation doctorale ou post-doctorale en entreprise : conventions CIFRE, bourses de doctorat CNRS - Entreprise (Docteur-Ingénieur en Entreprise), bourses de thèse régionales, bourses Marie Curie.

1.5 Séjours ponctuels d'agents

On entend par séjour d'agents, la possibilité pour les agents dépendant de l'un des établissements de séjourner dans les locaux de l'autre établissement et l'utilisation de matériel appartenant à l'un des établissements par les agents de l'autre établissement.

Article 2 : Prise d'effet et durée

Le Contrat entre en vigueur à compter de sa signature par le dernier établissement. La durée du Contrat est de quatre (4) années à compter de son entrée en vigueur.

Nonobstant l'échéance du contrat ou sa résiliation anticipée dans les cas prévus à l'article 15 résiliation :

- les dispositions de l'article 7 concernant le secret et les publications prévues au présent contrat restent en vigueur ;
- les dispositions de l'article 8 concernant la propriété et l'exploitation prévues au présent contrat restent en vigueur.

Article 3 : Organisation de la collaboration

3.1 Contrat d'application

Toute action opérationnelle de coopération donnera lieu à un contrat d'application annuel.

Le contrat annuel précisera de manière détaillée l'objet de l'étude, les services et livrables attendus, la durée d'exécution, les responsables scientifiques et les modalités financières. La propriété et l'exploitation des résultats d'une collaboration de recherche sont définies à l'article 8 du présent contrat.

Dans le cas d'une activité de conseil, le contrat annuel d'application précisera le temps passé par les chercheurs en consultance et la rémunération afférente.

3.2 Partenaires associés

Selon les besoins et les problématiques rencontrées, l'EPMP et le CNRS peuvent convenir d'un commun accord d'étendre le champ de la collaboration à des partenaires associés. Les partenaires associés peuvent être proposés par l'un ou l'autre des établissements et font l'objet d'un accord conjoint des deux établissements. Les partenaires associés sont signataires de contrats d'application uniquement. Leur rôle, leur contribution et les modalités de collaboration sont encadrés par les contrats d'application.

3.3 Modification

Si nécessaire, les établissements pourront également convenir d'adapter par avenant au Contrat les délais et les modalités de financement prévus aux articles 2 et 10 en fonction du nombre et de l'importance des actions rendues nécessaires pour réaliser le Contrat.

Article 4 : Programme d'étude

4.1 Définition et contenu

L'EPMP et le CNRS retiennent les principes généraux et les objectifs suivants :

- mise en œuvre de programmes d'études et production de synthèse afin de développer la connaissance pour améliorer la gestion actuelle de la ressource en eau dans la zone humide. Les principales thématiques de travail sont centrées autour des interactions entre gestion de l'eau, biodiversité et agriculture ;
- assistance technique et scientifique du CNRS à l'EPMP pour la mise en œuvre opérationnelle du dispositif de suivi de l'évolution de la biodiversité en lien avec la gestion de l'eau ;
- recherche de partenariats avec les acteurs de la gestion de l'environnement et du monde scientifique en particulier pour la mise en œuvre de tout ou partie des axes de travail définis ;
- diffusion, publication et mise en forme de l'information d'une manière adaptée à l'ensemble des publics concernés ;
- partage des connaissances et des expériences acquises.

4.2 Obligation du CNRS

Le CNRS s'engage à réaliser, dans le respect des règles de l'art et en concertation avec l'EPMP, des programmes de travail et d'études visant à améliorer la compréhension des interactions entre gestion de l'eau et évolution de la biodiversité au sein de l'agroécosystème Marais poitevin. L'objectif est d'apporter à l'EPMP la connaissance et les outils nécessaires à la réalisation de ses missions dans les domaines de la gestion de l'eau et de la biodiversité.

Le CNRS s'engage à remettre, pour chaque étude prévue les livrables prévus dans le cadre des contrats d'application.

L'EPMP s'engage à valider chaque rapport dans un délai de six (6) semaines maximum à compter de la remise. Au-delà, le rapport sera considéré comme définitif.

Le CNRS s'engage à participer au financement du Contrat pour la part qui lui revient dans les conditions exposées à l'article 10.

4.3 Obligation de l'EPMP

L'EPMP s'engage à communiquer au CNRS toutes les données, informations et études qui sont en sa possession, et qui sont utiles à la réalisation de la mission visée à l'article 4.1 supra.

L'EPMP s'engage à faciliter l'accès du CNRS aux informations détenues par tous tiers au Contrat.

L'EPMP garantit le CNRS de toute action relative aux droits de propriété des données, informations et études mises à sa disposition.

L'EPMP s'engage à participer au financement du Contrat pour la part qui lui revient dans les conditions exposées à l'article 10.

Article 5 : Responsabilité scientifique et suivi

Pour les établissements, le responsable scientifique du présent contrat est Madame Anne BONIS, chargée de recherche (UMR ECOBIO). Son correspondant pour l'EPMP est Monsieur Jérôme MANSON.

Pour chaque opération spécifique, le nom des responsables scientifiques de chaque établissement sera mentionné dans le contrat d'application. En outre, un comité de suivi de la coopération, ci-après désigné le Comité, est constitué entre les établissements. Il est composé :

- de la déléguée régionale du CNRS ou de son représentant ;
- du directeur de l'EPMP ou de son représentant ;
- des responsables de projet des deux établissements.

Le comité se réunit en tant que de besoin à la demande de l'un des établissements et en tout état de cause au moins une fois par an. Le comité suit le déroulement de la coopération, fait

un bilan annuel des actions réalisées et des contributions faites par chacun des établissements à leur réalisation et envisage les actions de valorisation.

Article 6 : Personnel

Dans le cadre du présent contrat, les établissements peuvent être amenés à envoyer certains de leurs chercheurs, ingénieurs et techniciens pour travailler dans les locaux de l'autre établissement, tout en continuant à en assumer la rémunération.

Chaque établissement continuera d'assumer à l'égard du personnel qu'elle rémunère toutes les obligations sociales et fiscales de l'employeur et d'exercer envers lui toutes les prérogatives administratives de gestion.

Les établissements assureront la couverture de leur personnel respectif en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles, sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables.

Chaque établissement assurera la responsabilité civile concernant les actes du personnel qu'elle accueille dans ses locaux et imposera à ce personnel de se conformer aux règles de discipline et de sécurité en vigueur.

Chaque établissement donnera les instructions nécessaires à son personnel pour la bonne application des dispositions du présent Contrat.

Article 7 : Propriété, exploitation et valorisation des résultats

7.1 Définitions

Résultats communs : connaissances issues d'une collaboration de recherche susceptibles ou non d'être protégées au titre de la propriété intellectuelle.

Savoir-faire commun : résultats communs non susceptibles, en tant qu'éléments isolés, d'être protégés au titre de la propriété intellectuelle.

Brevets communs : résultats communs brevetés.

7.2 Principe

Les établissements s'engagent à divulguer auprès du public le plus large, les résultats selon les modalités de leur choix. Dans le cas d'un intérêt commercial des résultats au bénéfice de tiers, les établissements conviendront des conditions dans lesquelles cette commercialisation sera assurée.

7.3 Exceptions

La diffusion visée à l'article 7.2 sera interdite dans les cas suivants :

- l'interdiction résulte d'obligations légales ou réglementaires ou du respect du droit des tiers ;
- un établissement a notifié à l'autre établissement son intention de restreindre la diffusion d'une information et l'autre établissement a accepté de manière expresse

cette restriction dans les quinze (15) jours de la notification. Faute de réponse dans les quinze (15) jours, la demande de restriction est considérée comme rejetée.

7.4 Propriété

Les résultats obtenus par les établissements antérieurement ou en dehors de toute collaboration de recherche restent leurs propriétés respectives.

Les résultats communs obtenus dans le cadre du présent contrat appartiennent conjointement au CNRS et à l'EPMP.

Dans le cas où des résultats communs seraient susceptibles de faire l'objet d'une protection par brevet, toute demande de brevet sera alors déposée au nom conjoint des établissements.

7.5 Usage des résultats

Chaque établissement peut utiliser librement et gratuitement les résultats communs pour ses besoins propres de recherche ou mission de service public.

Article 8 : Secret et publication

8.1 Connaissances non issues de la coopération

Chaque établissement s'engage à ne pas publier ni divulguer de quelque façon que ce soit les informations scientifiques, techniques ou commerciales autres que celles issues de la coopération, et notamment les connaissances antérieures, appartenant à l'autre établissement dont elle pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat et ce, tant que ces informations ne seront pas du domaine public. Cet engagement restera en vigueur pendant 5 ans à compter de la date de signature du présent contrat, nonobstant la résiliation ou l'arrivée à échéance de ce dernier.

8.2 Connaissances issues de la coopération

Toute publication ou communication d'informations, de résultats ou du savoir-faire issus de la coopération, par l'un ou l'autre des établissements, devra recevoir, pendant la durée du présent contrat et les 6 (six) mois qui suivent son expiration, l'accord écrit et préalable de l'autre établissement qui fera connaître sa décision dans un délai maximum de 1 (un) mois à compter de la demande. Passé ce délai et faute de réponse, l'accord sera réputé acquis.

En conséquence, tout projet de publication ou communication sera soumis à l'avis de l'autre établissement qui pourra supprimer ou modifier certaines précisions dont la divulgation serait de nature à porter préjudice à l'exploitation industrielle et commerciale, dans de bonnes conditions, des résultats de la coopération. De telles suppressions ou modifications ne porteront pas atteinte à la valeur scientifique de la publication.

Ces publications et communications devront mentionner le concours apporté par chacune des établissements à sa réalisation.

Toutefois, ces stipulations ne pourront faire obstacle :

- ni à l'obligation qui incombe à chacune des personnes participant à la coopération de produire un rapport d'activité à l'établissement dont elle relève ;

- ni à la soutenance de thèse des chercheurs dont l'activité scientifique est en relation avec l'objet du présent contrat, cette soutenance devant être organisée chaque fois que nécessaire de façon à garantir, tout en respectant la réglementation universitaire en vigueur, la confidentialité de certains résultats des travaux réalisés dans le cadre de la coopération.

Article 9 : Notification et élection de domicile

Toute notification faite au titre de la présente convention est considérée comme valablement faite si elle est effectuée par écrit aux adresses suivantes :

Pour le CNRS : <i>A compléter</i>	Pour l'EPMP : <i>François MITTEAULT</i> <i>EPMP</i> <i>1 rue Richelieu</i> <i>85400 Luçon</i> <i>Tél : 02 51 26 26 20</i> <i>francois.mitteault@epmp-marais-poitevin.fr</i>
--	---

Tout changement d'adresse devra être notifié dans les meilleurs délais.

Article 10 : Financement

10.1 Montant

Le montant maximum du Contrat est fixé à deux cent quatre-vingt-neuf mille quatre-cent-quarante Euros Hors Taxes (289 440€ HT), soit 360 000 € TTC au taux de TVA de 19,6 % en vigueur à la date de signature du Contrat.

Toute modification du taux de TVA intervenant durant la période d'exécution de la Contrat sera répercutée sur le montant hors taxes exprimé ci-dessus à l'émission de la facturation visée à l'article 11 et aux articles correspondants des contrats d'application.

10.2 Répartition

Le montant du Contrat visé à l'article 10.1 fait l'objet du financement prévisionnel qui suit :

- Pour le CNRS, la somme de 60 201 € HT (72 000 € TTC), soit 20 % du montant ;
- Pour l'EPMP, la somme de 240 803€ HT (288 000 € TTC), soit 80 % du montant.

Chaque contrat d'application définira le programme de travail, le coût et le financement tout en restant dans le cadre de ce Contrat. L'EPMP, en sa qualité de Maître d'Ouvrage, pourra rechercher des contributions financières auprès d'organismes partenaires, en particulier auprès de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne et de l'Europe. Le CNRS fournira l'appui et les pièces nécessaires à cette recherche. Le montant total de ces demandes de subvention ne pourra excéder 60% du coût total du programme, de manière à ce que l'apport financier de l'EPMP soit au moins égal à 20%.

Article 11 : Facturation

11.1 Facturation

- Le CNRS étant tenu de réaliser le Programme, la part du montant lui revenant ne donnera lieu à aucune facturation.
- Il sera facturé à l'EPMP la part du montant visé à l'article 10.2 selon les modalités qui seront fixées par les contrats d'application.

11.2 Paiement

Les factures émises par le CNRS seront payées sous trente (30) jours à compter de la réception, par chèque ou par virement à l'adresse suivante :

A compléter

A défaut de paiement intégral à la date prévue pour leur règlement, les sommes restant dues seront majorées, de plein droit et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable ou d'un rappel, de pénalités de retard dont le taux annuel est fixé à trois fois le taux de l'intérêt légal.

Ces pénalités s'appliquent sur le montant TTC de la créance et sont exigibles à compter du jour suivant la date de règlement inscrite sur la facture, jusqu'à la date de mise à disposition des fonds par l'EPMP.

Article 12 : Sous-traitance, cession et transfert

Chaque établissement peut sous-traiter, sous sa responsabilité, l'exécution de certaines parties de ses obligations contractuelles, sous réserve de respecter les dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 notamment en ce qu'elle concerne la présentation, l'acceptation des sous-traitants, ainsi que l'agrément de leurs conditions de paiement.

La Contrat est conclu intuitu personae. Les établissements s'engagent mutuellement en considération de leur identité respective.

Aucun établissement ne peut, sans l'accord écrit préalable de l'autre établissement, céder tout ou partie de ses droits ou obligations découlant du contrat ou des contrats d'application.

Article 13 : Matériel, responsabilité et assurances

L'une des établissements pourra avoir accès, moyennant rétribution, au matériel de l'autre établissement, sous réserve de respecter les contraintes de recherche de l'établissement propriétaire. Un avenant annuel au présent accord en définira les modalités, notamment financières.

Chaque établissement conserve à sa charge la réparation des dommages subis par ses biens propres ou qui lui sont imputables du fait ou à l'occasion de l'exécution du présent Contrat, sauf en cas de faute lourde ou intentionnelle.

Chaque établissement souscrira, auprès d'une compagnie notoirement solvable, toutes les polices d'assurance nécessaires à la garantie des préjudices matériels ou immatériels qu'elle pourrait causer à l'autre Établissement du fait de l'exécution de la Contrat.

Article 14 : Résiliation

Le présent contrat peut être résilié de plein droit par l'une des établissements en cas d'inexécution par l'autre d'une ou plusieurs des obligations contenues dans ses diverses clauses. Cette résiliation ne devient effective que 3 (trois) mois après l'envoi par la Partie plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai la Partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas l'établissement défaillant de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

Article 15 : Règlement des litiges

Tout différend portant sur la validité, l'interprétation et/ou l'exécution du Contrat fera l'objet d'un règlement amiable entre les établissements.

En cas d'impossibilité pour les établissements de parvenir à un accord amiable dans un délai de trois (3) semaines suivant sa notification, le différend sera soumis au Tribunal Administratif compétent.

Fait à Luçon, le

Pour le CNRS,

Pour l'EPMP,

Pour le président

Le directeur,

la déléguée régionale,

Clarisse DAVID

François MITTEAULT